



En 2018 la croissance de l'activité des PME françaises reste forte mais l'investissement fléchit

En 2018, la croissance du chiffre d'affaires des petites et moyennes entreprises (PME) est restée dynamique, à un niveau proche de celui de 2017.

Le taux de marge s'inscrit en repli par rapport à 2017 dans tous les secteurs et pour tous types de PME. La rentabilité économique diminue aussi, tout en restant à un niveau élevé.

L'investissement recule dans plusieurs secteurs en 2018 et la part du revenu global consacrée aux dividendes versés augmente.

Cependant, grâce aux bons résultats accumulés ces dernières années, les PME renforcent leur structure financière.

Olivier GONZALEZ et Maïté GRAIGNON
Direction des Entreprises
Observatoire des entreprises

Codes JEL
D21, E22,
G31, H32

Remerciements à Franck Lemaire et Karelle Thiebot-Goget pour leur assistance.

+ 5,0%

la hausse du chiffre d'affaires des PME en 2018

+ 15,8%

la hausse de la part des dividendes dans le revenu global des PME en 2018

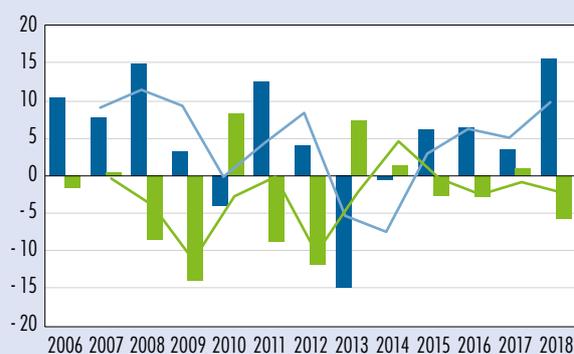
- 2,6%

le recul de l'investissement des PME en 2018

Évolution des parts de l'autofinancement et des dividendes dans le revenu global des PME

(taux de croissance en %)

■ Dividendes — Dividendes – moyenne mobile
■ Autofinancement — Autofinancement – moyenne mobile



Source : Banque de France, base FIBEN (juillet 2019).



1 La croissance de l'activité des PME se stabilise en 2018

Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée augmentent dans la plupart des secteurs

En 2018, le taux de croissance du chiffre d'affaires des PME s'élève à + 5,0%, et celui de la valeur ajoutée à + 4,5%. Ces hausses sont relativement comparables à celles de 2017, qui étaient de + 4,9% pour le chiffre d'affaires et de + 4,4% pour la valeur ajoutée (cf. graphique 1). La dynamique de croissance de l'activité des PME, qui s'avère élevée comparativement à celle du PIB (+ 2,5% à prix courants¹), semble se stabiliser en 2018.

La croissance du chiffre d'affaires par rapport à 2017 est particulièrement marquée dans plusieurs secteurs, notamment dans les transports (+ 6,6%) et le commerce (+ 4,6%), cf. tableau 1. L'activité dans la construction augmente également de + 6,0% en 2018, contre + 5,7% en 2017, ainsi que la valeur ajoutée dont la hausse, significative, s'établit à + 5,2% en 2018, contre + 4,3% en 2017.

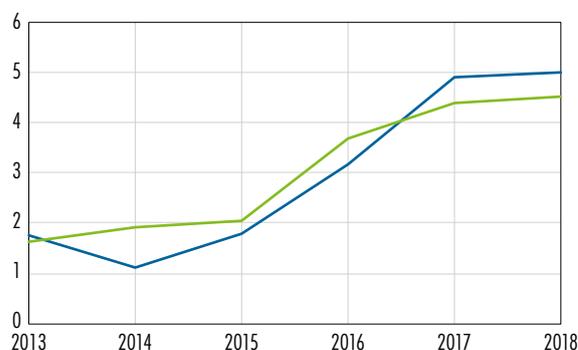
Les exportations se maintiennent

La part du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation est relativement stable pour l'ensemble des PME passant

G1 Taux de croissance du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée

(en %)

— Chiffre d'affaires
— Valeur ajoutée



Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Cf. tableau 1.

Source : Banque de France, base FIBEN (juillet 2019).

de 10,0% en 2017 à 9,9% en 2018 (cf. graphique 2). Les PME n'ont en revanche pas retrouvé leur niveau d'exportation d'avant-crise.

Pour les PME multi-unités légales², le taux d'exportation en 2018 s'élève à 8,1%, contre 9,3% en 2006, année record sur la période. Pour les PME mono-unité légale, la part du chiffre d'affaires réalisé à l'export, qui s'était bien redressée jusqu'en 2015, fléchit en 2016 et se stabilise à 7,4% en 2017 et 7,3% en 2018.

T1 Chiffre d'affaires et valeur ajoutée par secteur d'activité

(en %)

	Répartition	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée				
		Taux de croissance									
		2018	2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017
Ensemble des PME	100,0	1,1	1,8	3,2	4,9	5,0	1,9	2,0	3,7	4,4	4,5
dont principaux secteurs :											
Industrie manufacturière	17,4	1,7	1,7	2,8	4,8	4,5	2,2	1,6	3,5	3,7	3,7
Construction	11,5	0,4	-0,8	2,6	5,7	6,0	0,1	-0,9	2,1	4,3	5,2
Commerce	47,2	0,2	1,6	2,9	4,1	4,6	1,5	1,9	3,5	3,6	4,1
Transports et entreposage	4,1	2,5	1,9	2,1	6,0	6,6	3,9	2,9	3,7	3,8	4,5
Conseils et services aux entreprises	8,1	3,2	4,9	6,2	6,9	6,6	2,7	4,2	5,4	6,2	6,0

Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Les variations sont calculées sur un échantillon de PME dont les bilans sont présents dans FIBEN pour deux exercices consécutifs (population cylindrique). Les entrées et sorties de l'échantillon dues à des absorptions, défaillances ou créations d'entreprise ne sont donc pas prises en compte. La taille et le secteur retenus sont ceux de l'année N-1, quelle que soit la situation de l'entreprise en N.

Source : Banque de France, base FIBEN (juillet 2019).

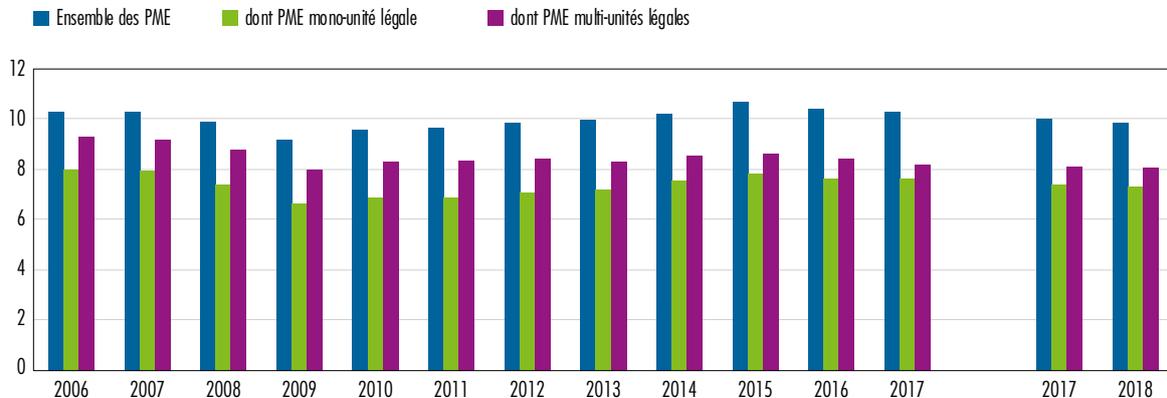
1 Insee Résultats, 5 septembre 2019.

2 Les PME peuvent être mono-unité légale ou se composer d'un ensemble d'unités légales dépendant d'une tête de groupe française ou étrangère. Lorsqu'une PME se compose de plusieurs unités légales (elle est alors qualifiée de PME « multi-unités légales »), les comptes sociaux des unités légales qui la composent sont agrégés pour définir l'« entreprise » (cf. annexe 2).



G2 Part du chiffre d'affaires à l'exportation par type de PME

(en %)



Champ : cf. graphique 1.

Note : Les deux colonnes situées à droite de l'histogramme représentent un échantillon de PME dont les bilans sont présents dans FIBEN en 2017 et en 2018 (population cylindrée). La taille et le secteur retenus sont ceux de 2017, quelle que soit la situation de l'entreprise en 2018.

Source : Banque de France, base FIBEN (juillet 2019).

Les PME filiales d'une société étrangère, par nature plus tournées vers l'extérieur, réalisent plus du quart de leur chiffres d'affaires à l'exportation (26,2% en 2018, contre 25,0% en 2006). Néanmoins, elles ne représentent que 11,5% du chiffre d'affaires de l'ensemble des PME et leur influence reste relativement limitée³.

Les besoins de financement augmentent

Le besoin en fonds de roulement (BFR) représente pour une entreprise le montant qu'elle doit financer pour couvrir les besoins inhérents à son cycle d'exploitation et à ses emplois courants. Il résulte de décalages de

flux de trésorerie entre les encaissements et les décaissements liés à son activité opérationnelle.

En 2018, le BFR et le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) des PME françaises s'accroissent plus fortement que leur chiffre d'affaires (respectivement + 10,4% et + 9,9%, contre + 5,0% pour le chiffre d'affaires, cf. tableau 2). Cette situation se retrouve dans la quasi-totalité des principaux secteurs. Seul le secteur des transports parvient à contenir la hausse de son BFRE en 2018.

Cela s'explique, en grande partie, par la croissance du solde du crédit interentreprises. En 2018, le

T2 BFRE et BFR des PME par secteur d'activité

(en %)

	Besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)					Besoin en fonds de roulement (BFR)			
	Répartition	Taux de croissance				Taux de croissance			
		2018	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017
Ensemble des PME	100,0	2,5	5,2	5,1	9,9	1,9	5,4	7,1	10,4
dont principaux secteurs :									
Industrie manufacturière	33,8	2,7	5,3	4,9	6,7	2,9	5,2	5,8	6,7
Commerce	44,7	3,6	4,7	5,9	9,9	4,4	4,1	5,8	10,4
Construction	12,0	0,5	1,0	5,9	11,2	0,9	1,3	6,9	12,2
Transports et entreposage	1,5	-9,9	22,3	11,2	6,5	-1,3	21,1	9,2	9,3
Conseils et services aux entreprises	4,6	-3,1	27,3	5,9	28,6	-19,7	48,5	13,0	15,9

Champ, note et source : cf. tableau 1.

³ Les exportations des PME filiales d'une société étrangère ne sont en conséquence pas représentées sur le graphique.



montant des créances clients a en effet progressé plus rapidement que celui des dettes fournisseurs. L'augmentation du BFR constatée en 2018 reste

cependant pour l'instant relativement conjoncturelle. Sur longue période, la tendance est plutôt à la baisse (cf. encadré 1).

ENCADRÉ 1

La baisse du besoin en fonds de roulement des PME sur longue période : une meilleure gestion des stocks

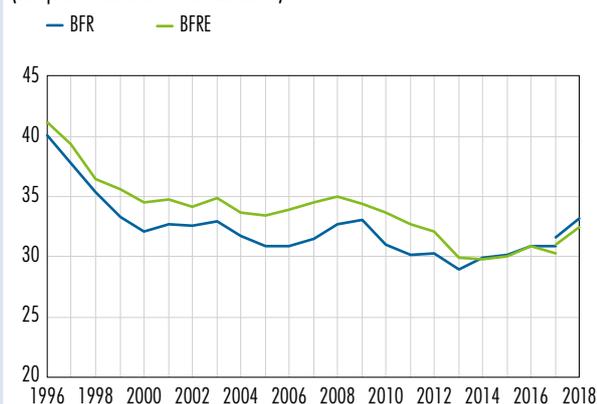
Exprimé en jours de chiffre d'affaires, le besoin en fonds de roulement (BFR) des PME françaises progresse de 1,6 jour en 2018. Cette augmentation doit cependant être replacée dans une perspective de plus long terme.

Sur longue période, les BFR de l'ensemble des PME françaises ont en effet été réduits de façon sensible (cf. graphique A). Entre 1996 et 2017, le BFR total et le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) ont ainsi diminué respectivement de 9 et 10 jours pour se situer tous deux à 31 jours en 2017.

L'analyse de l'évolution des principales composantes du BFR et du BFRE permet de mieux comprendre les leviers de cette tendance. De 1996 à 2018, la baisse du BFRE des PME françaises s'explique principalement par celle du poids des stocks qui recule de 7 jours de chiffre d'affaires (cf. graphique B). Au moins jusqu'en 2009, l'amélioration du solde des autres éléments du BFRE qui incluent notamment les créances et dettes fiscales et sociales (- 3 jours entre 1996 et 2009) semble aussi contribuer à la réduction du BFRE. Le crédit interentreprises, constant depuis 1996, ne participe en revanche pas à la réduction du BFR.

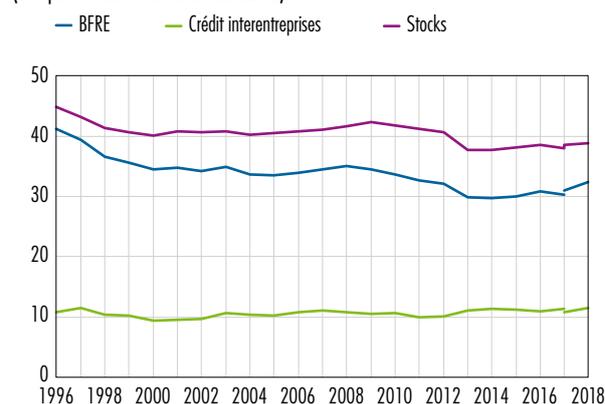
GA Évolution des besoins en fonds de roulement des PME

(en jours de chiffre d'affaires)



GB Évolution des composantes du besoin en fonds de roulement d'exploitation des PME

(en jours de chiffre d'affaires)



Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Pour l'année 2018, les ratios sont calculés sur un échantillon de PME dont les bilans sont présents dans FIBEN en 2017 et en 2018 (population cylindrée). La taille et le secteur retenus sont ceux de 2017, quelle que soit la situation de l'entreprise en 2018. Source : Banque de France, base FIBEN (juillet 2019).

Pour mieux comprendre les raisons de la diminution du poids des stocks, il est possible de le décomposer en l'exprimant par le produit de deux éléments : i) la durée d'écoulement (égale au montant des stocks rapportés aux flux qui les alimentent ¹) et ii) un coefficient de structure représentant l'importance des flux alimentant les stocks

.../...

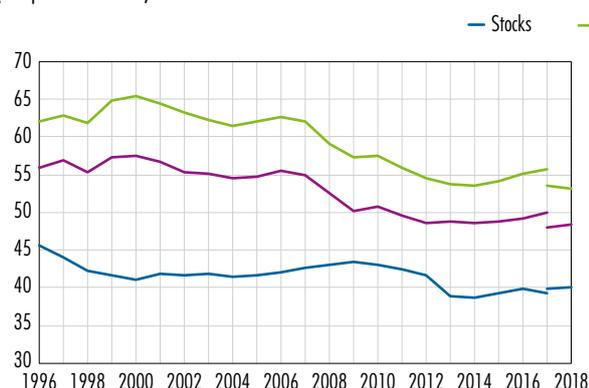


(flux rapportés au chiffre d'affaires). Le coefficient de structure attaché aux stocks a peu varié depuis 1996 et explique donc faiblement leur évolution sur cet intervalle (cf. graphique Cb). Dans ces conditions, la réduction des durées d'écoulement des stocks (- 7 jours de charges d'exploitation entre 1996 et 2018) apparaît comme le principal facteur de la baisse du BFRE des PME françaises (cf. graphique Ca). Sur longue période, les PME ont donc fait des progrès dans la gestion de leur cycle d'exploitation grâce à une meilleure gestion de leurs stocks.

GC Décomposition du poids des stocks et des autres composantes du besoin en fonds de roulement d'exploitation des PME

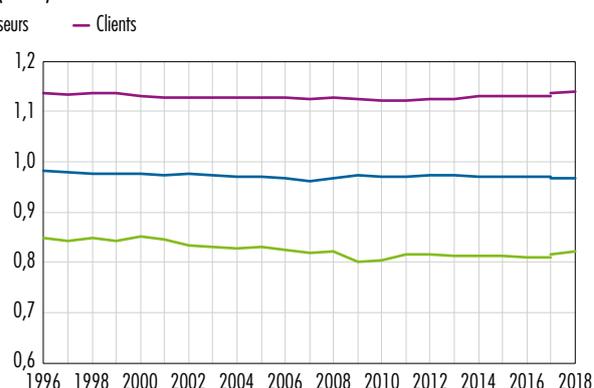
a) Durée d'écoulement

(en jours de flux)



b) Coefficient de structure

(ratio)



Champ, note et source : Cf. graphique A.

Le BFR d'une entreprise est un emploi inhérent à son exploitation. Il doit en principe être couvert par des ressources durables, c'est-à-dire par le fonds de roulement de l'entreprise correspondant à la différence entre ses ressources et ses emplois stables. Avec 51 jours de chiffre d'affaires, le fonds de roulement net global (FRNG) des PME françaises couvrait déjà largement leur BFR en 1996, et il n'a cessé de se renforcer depuis cette date (95 jours en 2017). La baisse du BFR des PME françaises n'a donc visiblement pas été contrainte par un déficit des ressources nécessaires à son financement mais a plus sûrement été motivée par la recherche d'une plus grande efficacité et d'une meilleure rentabilité économique.

1 Les stocks sont constitués à la fois des stocks de marchandises, des stocks de matières premières et des stocks de produits finis. On considère ici que les flux alimentant l'ensemble de ces stocks sont mesurés par les charges d'exploitation engagées pour la production et la commercialisation des biens et services vendus par les entreprises. Les durées d'écoulement et les coefficients de structure des postes fournisseurs et clients sont construits sur le même principe que pour les stocks. Les flux relatifs au poste fournisseurs sont constitués des achats TTC et ceux liés aux créances clients sont mesurés par le chiffre d'affaires TTC.

2 Le taux de marge diminue légèrement

En 2018, le taux de marge, rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) sur la valeur ajoutée (VA), diminue pour tous les types de PME et dans tous les secteurs, l'EBE augmentant moins vite que la valeur ajoutée (cf. graphique 3 *infra*)⁴.

Cela s'explique par des hausses qui portent à la fois sur les impôts à la production⁵ (+ 6,4%, cf. graphique 4 *infra*) et sur les charges de personnel, la baisse du taux du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - CICE, qui est passé de 7% en 2017 à 6% en 2018, ayant pu jouer en ce sens.

4 L'excédent brut d'exploitation (EBE) représente la part de la valeur ajoutée qui sert à rémunérer les apporteurs de capitaux et à renouveler le capital investi. Il indique la ressource générée par l'exploitation de l'entreprise indépendamment de sa politique d'amortissements et du mode de financement (charges financières).

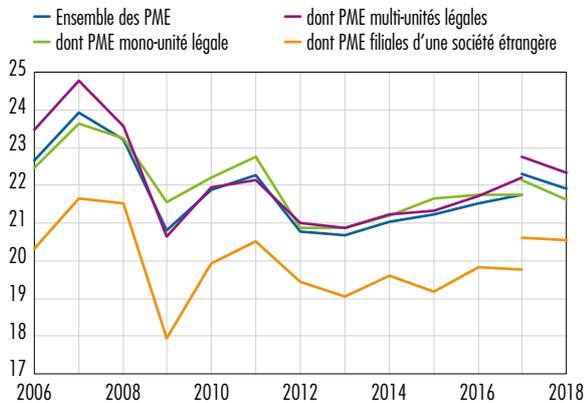
5 Les impôts à la production sont constitués essentiellement par la contribution économique territoriale (CET), composée de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et de la cotisation foncière des entreprises (CFE), ainsi que par la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S).



G3 Taux de marge

(en %)

a) par type de PME

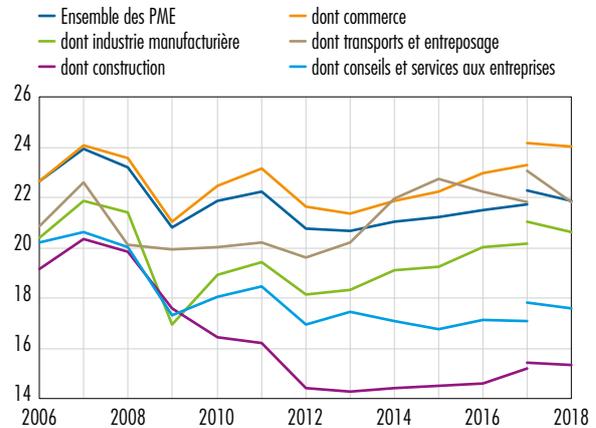


Champ : Cf. graphique 1.

Note : Pour l'année 2018, les variations sont calculées sur un échantillon de PME dont les bilans sont présents dans FIBEN à la fois en 2017 et 2018 (population cylindrée). La taille et le secteur retenus sont ceux de 2017, quelle que soit la situation de l'entreprise en 2018.

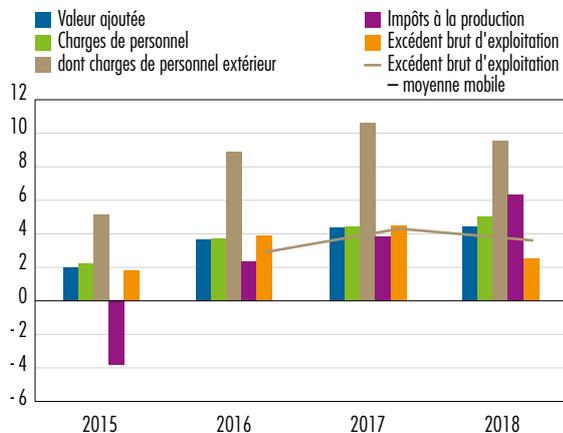
Source : Banque de France, base FIBEN (juillet 2019).

b) par secteur d'activité



G4 De la valeur ajoutée à l'excédent brut d'exploitation

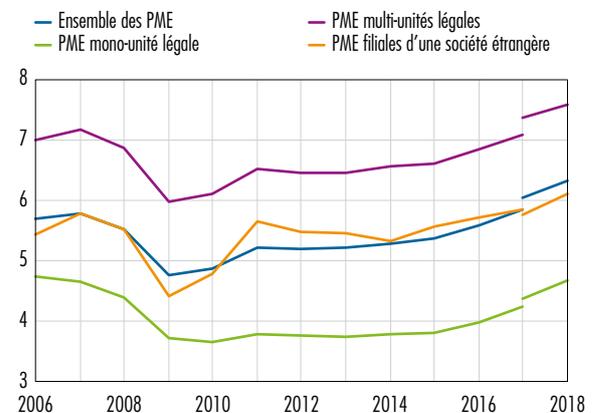
(taux de croissance en %)



Champ, note et source : Cf. tableau 1.

G5 Part du personnel extérieur dans les charges de personnel par type de PME

(en %)



Champ, note et source : Cf. graphique 3.

Le recours croissant des PME au personnel extérieur ⁶ explique également la croissance des charges de personnel ⁷. En effet, la part du personnel extérieur dans les charges de personnel augmente depuis 2009 pour atteindre 6,3 % en 2018 (cf. graphique 5). Cette évolution suggère que des changements structurels émergent sur le marché du travail.

⁶ Il s'agit de l'intérim ; à ne pas confondre avec la sous-traitance qui n'est pas retraitée de la même façon.

⁷ D'un point de vue méthodologique, le recours au personnel extérieur est retraité pour être assimilé aux charges de personnel et non aux achats et charges externes. Il augmente donc la valeur ajoutée sans affecter l'excédent brut d'exploitation. Une forte accélération du recours au personnel extérieur provoque ainsi une baisse du taux de marge.

⁸ Correspond à la somme du besoin en fonds de roulement d'exploitation et des immobilisations d'exploitation.

3 Les rentabilités économique et financière des PME se dégradent légèrement

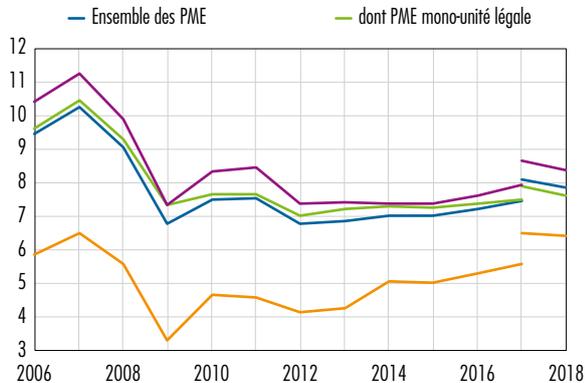
La rentabilité économique, qui mesure l'efficacité du système productif d'une entreprise en rapportant l'excédent net d'exploitation (ENE) au capital d'exploitation ⁸, diminue en 2018, quel que soit le



G6 Rentabilité des PME

a) économique

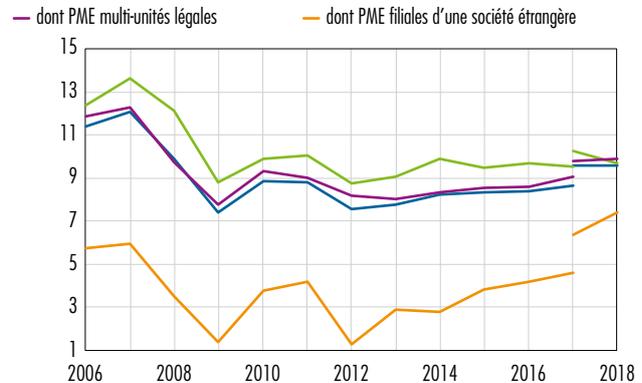
(excédent net d'exploitation/capital d'exploitation, en %)



Champ, note et source : Cf. graphique 3.

b) financière

(capacité nette d'autofinancement/capitaux propres, en %)



type de PME (cf. graphique 6a). Cela est dû à la fois au ralentissement de la croissance de l'EBE (l'ENE est obtenu à partir de l'EBE)⁹ et au renforcement du capital d'exploitation. En effet, celui-ci progresse sensiblement (+ 5,0%) en raison de la forte croissance du BFRE (cf. section 1 « Les besoins de financement augmentent »). Le recul de la rentabilité économique des PME en 2018 contraste avec la hausse continue constatée ces cinq dernières années.

La rentabilité financière, qui rapporte la capacité d'autofinancement aux capitaux propres, est une mesure du rendement des capitaux investis par les actionnaires. Stable pour l'ensemble des PME en 2018, elle affiche

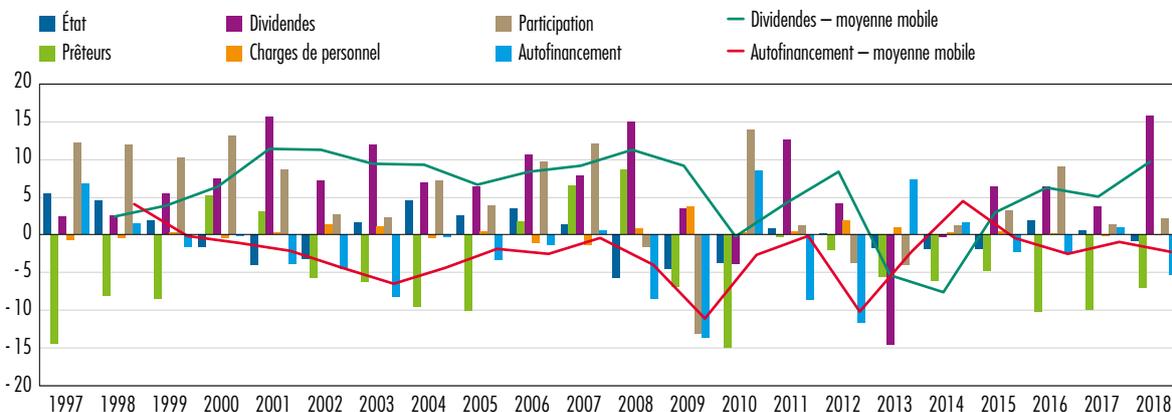
une baisse pour les PME mono-unité légale (10,3% en 2017 et 9,7% en 2018) et ne s'améliore que pour les PME filiales d'une société étrangère (6,4% en 2017 et 7,4% en 2018, cf. graphique 6b).

4 La part du revenu global consacrée aux dividendes versés augmente, celle de l'autofinancement diminue

En 2018, la part du revenu global revenant aux actionnaires a augmenté de 15,8% et celle dédiée à la participation de 2% (cf. graphique 7). Toutes les autres composantes du revenu global diminuent et notamment la part revenant aux prêteurs (- 7,1%) en

G7 Évolution de la répartition du revenu global

(taux de croissance des parts des composantes du revenu global en %)



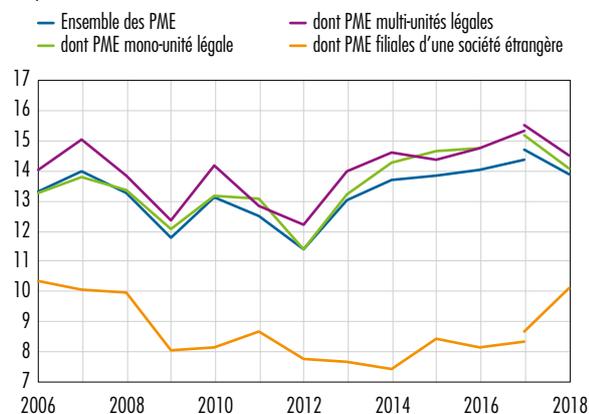
Champ, note et source : Cf. tableau 1.

⁹ L'ENE est égal à l'EBE auquel on retire les dotations nettes aux amortissements et provisions d'exploitation.



G8 Taux d'épargne

(en %)



Champ, note et source : Cf. graphique 3.

raison de la faiblesse des taux d'intérêt. La part du revenu global attribuée à l'autofinancement a baissé de 5,5% entre 2017 et 2018. Ces évolutions sont concomitantes au recul des investissements (cf. section 5 « L'investissement diminue en 2018 »).

Le taux d'épargne, mesuré comme la part de l'autofinancement dans le revenu global (cf. graphique 8 *infra*) diminue sensiblement en 2018 hormis pour les PME filiales d'une société étrangère. Il passe de 14,7% en 2017 à 13,9% en 2018 pour l'ensemble des PME, de 15,2% à 14,1% pour les PME mono-unité légale et de 15,5% à 14,5% pour les PME multi-unités légales.

5 L'investissement diminue en 2018

Après deux années consécutives de hausse, l'investissement des PME françaises fléchit en 2018 et enregistre une baisse de 2,6% (cf. tableau 3).

T3 Évolution de l'investissement des PME

(en %)

	Répartition			Taux de croissance					
	2018	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble des PME	100,0	5,6	-13,9	-9,8	-3,5	-3,8	2,0	0,8	-2,6
dont principaux secteurs :									
Industrie manufacturière	19,7	8,9	-4,6	-7,2	8,5	-0,1	4,8	5,4	0,4
Construction	8,9	5,9	-7,6	-11,1	-3,9	-6,3	11,2	5,0	4,0
Commerce	20,4	-2,4	-14,0	-14,6	-4,3	-5,9	0,7	-7,0	-3,6
Transports et entreposage	9,1	2,8	-0,6	-7,0	1,0	4,3	10,3	9,5	4,2
Conseils et services aux entreprises	10,8	15,9	-11,2	3,3	-9,3	-3,0	10,7	8,8	1,5

Champ, note et source : cf. tableau 1.

¹⁰ Ces quatre secteurs comptent pour près d'un quart des investissements en 2018.

¹¹ Enquête trimestrielle auprès des entreprises sur leur accès au crédit en France - 4^e trimestre 2018, STAT INFO, Banque de France, janvier 2019.

Dans le commerce, secteur qui concentre plus de 20% de l'investissement global des PME, les investissements diminuent en 2018 (-3,6%) mais de façon moins marquée qu'en 2017 (-7%). La baisse dans ce secteur associée à celles, significatives, constatées également dans les secteurs de l'agriculture, l'hébergement et la restauration, l'information et la communication et les activités immobilières ¹⁰, expliquent le repli général affiché en 2018.

L'investissement continue pourtant à croître dans d'autres secteurs d'activité bien qu'à un rythme sensiblement inférieur à celui des deux exercices précédents. Ce ralentissement est particulièrement significatif dans l'industrie, secteur d'un poids équivalent à celui du commerce dans l'investissement des PME, mais aussi dans les transports et dans le secteur du conseil et services aux entreprises, où la croissance des investissements diminue le plus nettement.

Ce recul de l'investissement intervient alors que le taux d'épargne se maintient à 13,9%, à un niveau élevé sur la période 2006-2018, et que les conditions d'accès à l'emprunt restent favorables pour les PME ¹¹. Cette inversion de tendance pourrait marquer la fin d'un cycle d'investissement notamment dans les secteurs qui ont enregistré deux années consécutives de forte croissance. Elle pourrait aussi en partie s'expliquer par une montée des incertitudes sur les perspectives de croissance des entreprises.

6 Les capitaux propres des PME continuent de se consolider

Les PME françaises enregistrent une nouvelle hausse de leurs capitaux propres en 2018. Cette augmentation



ENCADRÉ 2

Les flux de trésorerie des PME se maintiennent en 2018

Les tableaux de flux de trésorerie permettent d'expliquer la variation de la trésorerie d'une entreprise entre deux exercices en détaillant les ressources et les emplois. Par rapport à une approche patrimoniale, ils autorisent une analyse dynamique des choix stratégiques de l'entreprise et de sa capacité à générer des ressources suffisantes par son exploitation. L'examen des flux de trésorerie offre ainsi un angle d'analyse différent sur la situation des entreprises.

En 2018, la capacité des PME françaises à générer de la liquidité grâce à leur activité reste forte malgré une augmentation du besoin en fonds de roulement d'exploitation (cf. encadré 1).

Le maintien à un niveau élevé des flux de trésorerie d'exploitation s'est accompagné d'une réduction des dépenses nettes d'investissement. Cette réduction, supérieure à la baisse des flux nets de nouveaux financements (capitaux propres et dettes financières) a ainsi permis aux PME de dégager de la trésorerie.

Une part de cette trésorerie libérée a été restituée aux actionnaires sous forme de dividendes, qui représentent 2,5% du chiffre d'affaires en 2018, contre 2,2% en 2016 et 2017 et 2,1% en 2015.

Au total, la croissance de la trésorerie des PME françaises se maintient même si elle fléchit légèrement en 2018 (- 0,2 point de pourcentage).

Flux de trésorerie des PME françaises

(en % du chiffre d'affaires)

	2015	2016	2017	2018
(+) Excédent brut d'exploitation	6,5	6,6	6,8	6,7
(-) Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)	0,2	0,4	0,4	0,8
(=) Flux de trésorerie d'exploitation	6,3	6,2	6,4	5,9
(+) Autres opérations hors exploitation	2,2	2,2	2,2	2,3
(-) Charges d'intérêt	1,0	0,9	0,8	0,7
(-) Participation	0,1	0,1	0,1	0,1
(-) Paiement de dividendes	2,1	2,2	2,2	2,5
(-) Impôt sur les sociétés	1,1	1,1	1,1	1,1
(-) Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE)	0,0	0,0	0,2	0,1
(=) Flux de trésorerie global	4,2	4,1	4,2	3,7
Flux net des investissements	3,6	3,8	4,1	3,4
Variation du financement par capital	0,7	0,7	0,7	0,3
(+) Variation de l'endettement stable	0,2	0,3	0,5	0,5
dont emprunts bancaires	- 0,2	0,0	0,0	0,1
(+) Variation de la trésorerie de passif	0,0	0,1	0,1	0,1
(=) Flux net des financements	0,9	1,1	1,3	0,9
Variation de la trésorerie à l'actif	1,5	1,4	1,4	1,2
<i>Variation trésorerie nette</i>	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,1</i>
<i>Variation du fonds de roulement net global (FRNG)</i>	<i>1,7</i>	<i>1,7</i>	<i>1,9</i>	<i>1,9</i>
<i>Variation du besoin en fonds de roulement (BFR)</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>

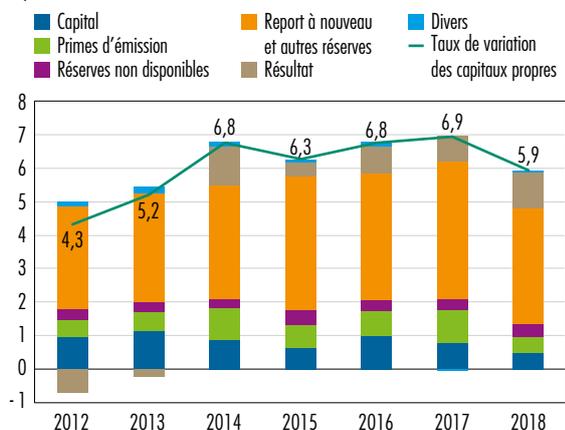
Champ : PME non financières au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME) dont les bilans sont disponibles deux années de suite.

Source : Banque de France, base FIBEN (juillet 2019).



G9 Répartition des capitaux propres

(en %)



Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Le poste « Divers » comprend les subventions d'investissement, les provisions réglementées et les écarts de réévaluation. Voir aussi note en tableau 1.

Source : Banque de France, base FIBEN (juillet 2019).

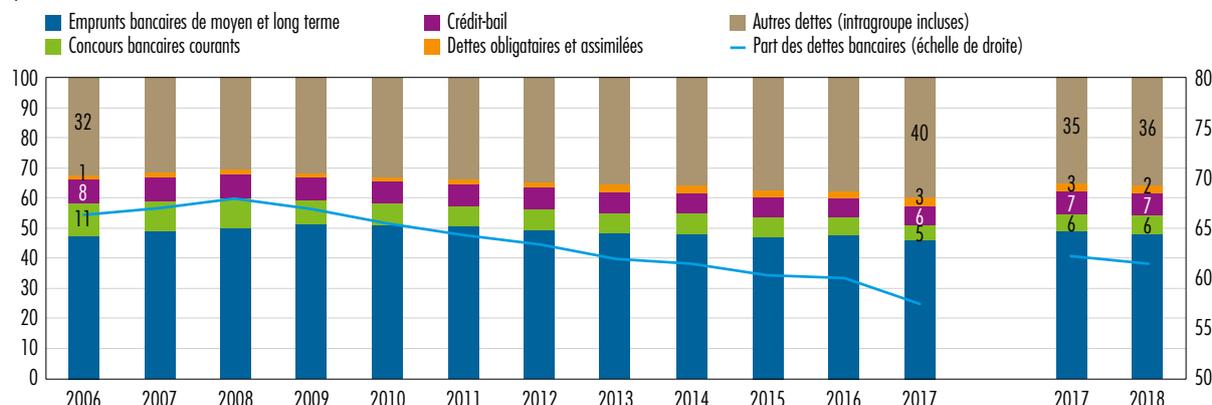
est principalement alimentée par les résultats de l'année, ainsi que par ceux de l'exercice antérieur mis en réserves ou en report à nouveau (cf. graphique 9). La moindre progression du capital et des primes d'émission explique le léger tassement du taux de variation des capitaux propres par rapport à 2017.

7 La structure financière des PME se renforce

Le levier financier, qui rapporte l'endettement financier aux capitaux propres, décroît à nouveau

G11 Composantes de l'endettement financier des PME

(en %)

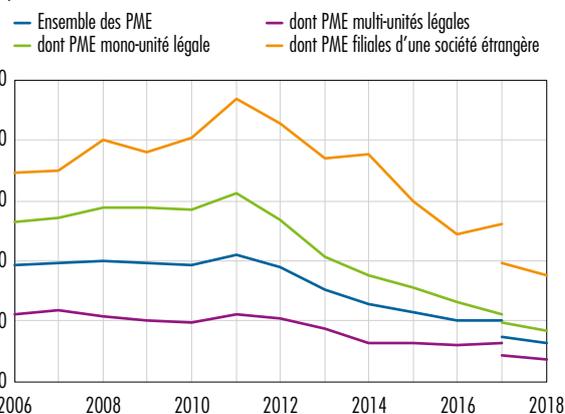


Champ, note et source : Cf. graphique 2.

¹² Les autres dettes comprennent les avances conditionnées, les emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs) et l'endettement auprès du groupe et associés à moins d'un an. En 2018, les emprunts et dettes financières divers représentent 93% des autres dettes, les avances conditionnées 6% et, les avances et prêts à moins d'un an accordés par les entreprises du même groupe ou les associés 1%. Cette distribution est stable sur longue période.

G10 Levier financier des PME

(en %)



Champ, note et source : Cf. graphique 3.

en 2018 après une relative stabilité en 2017 (cf. graphique 10).

La part de la dette bancaire dans l'endettement financier des PME diminue de façon continue depuis la crise financière de 2008 (cf. graphique 11). Cette baisse s'effectue essentiellement au profit des autres dettes ¹². La part de l'obligataire reste faible (2%) tandis que celle du crédit-bail est stable, autour de 7% des encours.

Dans l'ensemble, la progression des capitaux propres (+ 5,9%), supérieure à celle de l'encours de dettes financières des PME françaises (+ 2,3% en 2018, autant qu'en 2017), engendre une reprise de la consolidation de leur structure financière quel que soit le type de PME.



Annexe 1

Les données FIBEN

La base des comptes sociaux

Les comptes sociaux sont collectés via les succursales de la Banque de France. Les unités concernées représentent un tiers des sociétés imposées au bénéfice industriel et commercial ou au bénéfice réel normal (BIC-BRN). La collecte couvre toutes les entreprises exerçant leur activité sur le territoire français et dont le chiffre d'affaires hors taxes excède 750 000 euros. Le taux de couverture en termes d'effectifs dépasse 75 % dans la plupart des secteurs et 85 % dans le commerce et l'industrie.

Champ retenu pour l'analyse des comptes sociaux

Ensemble des activités marchandes à l'exclusion des secteurs NAF « KZ » (activités financières, hors *holdings*) et « O » (administration).

Les principaux ratios utilisés

La méthode d'analyse financière et la définition des ratios utilisés est disponible sous le lien suivant : https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2019/01/31/methodologie_se_2017_0.pdf

Les liens financiers

La Banque de France recense les liens financiers et suit le pourcentage de détention du capital par d'autres entreprises, selon que le détenteur est lui-même une société non financière (y compris *holding*), une institution financière (banque, OPCVM, société d'assurance), une personne physique (particulier ou salarié), l'État ou encore une entreprise non résidente. Une distinction est opérée entre les entreprises indépendantes et celles appartenant à un groupe, petit ou grand.

La Centrale des risques

La Centrale des risques recense chaque mois les crédits consentis par les établissements de crédit à chacun de leurs clients au delà d'un seuil de référence (25 000 euros depuis janvier 2006). Les encours recensés sont regroupés en « crédits mobilisés » (les concours utilisés) et « crédits mobilisables » (les concours disponibles). Les crédits mobilisés comprennent : les crédits à court terme, à moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés.



Annexe 2

La définition des PME dans FIBEN

Attribution des tailles et des secteurs d'activité pour l'analyse des comptes sociaux des PME

Le décret d'application de la loi de modernisation de l'économie (LME) de décembre 2008 définit la notion de statistique d'entreprise¹. Il précise, dans la continuité des définitions de la Commission européenne, les catégories de tailles d'entreprises et les critères permettant de les déterminer. Ces derniers sont au nombre de quatre : les effectifs, le chiffre d'affaires (CA), le total de bilan des unités légales, et les liens financiers les reliant. Les trois premiers critères sont appréciés pour chaque « entreprise », entendue comme la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production de biens et de services, jouissant d'une certaine autonomie de décision (définie à partir des liens financiers). Sont pris en compte les liens financiers représentant une détention d'au moins 50% du capital d'une unité légale.

Les PME sont les entreprises de moins de 250 salariés, présentant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros. Ces PME peuvent être mono-unité légale ou se composer d'un ensemble d'unités légales dépendant d'une tête de groupe française ou étrangère. Lorsqu'une PME se compose de plusieurs unités légales (elle est alors qualifiée de PME « multi-unités légales »), les comptes sociaux des unités légales qui la composent sont agrégés pour définir l'« entreprise ».

Le secteur d'activité repose sur la nomenclature agrégée 2008, elle-même issue de la NAF rév. 2 définie par l'Insee. Dans le cas d'une entreprise multi-unités légales, le secteur est déterminé à partir d'un regroupement par secteur des unités légales. Le secteur retenu est celui des unités légales dont le poids dans l'entreprise est le plus important en termes de chiffre d'affaires, à condition que celui-ci excède 50%. Dans le cas contraire, le classement par secteur des différents « regroupements » d'unités légales est effectué sur le critère des effectifs, toujours à condition que le poids dépasse 50%. Sinon, on revient au classement par chiffre d'affaires, en retenant le secteur des unités dont la part est la plus forte.

Les doubles comptes ne sont pas neutralisés dans cette analyse. L'agrégation des comptes individuels d'unités légales induit en effet l'enregistrement de doubles comptes qui devraient être normalement retraités au niveau de chaque entreprise. Pour pouvoir être réalisé correctement, ce retraitement nécessiterait de disposer de tous les bilans de l'exercice 2018, ce qui n'est pas encore le cas au moment où l'étude PME est réalisée². Ces doubles comptes se rapportent notamment aux capitaux propres, à l'endettement financier et aux revenus ou charges financières intragroupe. Leur poids est néanmoins relativement restreint dans le cas des PME, en raison du nombre limité d'unités légales constituant, en moyenne, l'entreprise.

1 Cf. https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=AE22AD6AA9827C20CEBCA70F67427237.tpdjv_3?cidTexte=JORFTEXT000019961059&categorieLien=id

2 Le lecteur pourra se reporter à l'étude annuelle réalisée en fin d'année pour l'ensemble des entreprises.



Annexe 3

Principales caractéristiques de l'échantillon étudié pour l'année 2018

Ta Poids économique des PME en 2018 sur la base des données disponibles début juillet 2019

(effectifs en milliers, chiffre d'affaires, valeur ajoutée, endettement financier, endettement bancaire et capitaux propres en milliards d'euros)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales ^{a)}	Effectifs permanents	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Endettement financier	Endettement bancaire	Capitaux propres
Ensemble	137 228	255 354	2 786	661	202	170	104	272
PME mono-unité légale	84 174	84 174	1 107	247	77	51	38	76
PME multi-unités légales	47 422	155 940	1 476	339	105	96	59	169
PME filiales d'une société étrangère	5 632	15 240	203	75	20	23	7	27
<i>dont principaux secteurs :</i>								
Industrie manufacturière	19 979	41 288	573	115	41	26	15	60
Construction	22 222	38 312	417	76	29	11	7	25
Commerce	54 085	90 290	782	312	55	43	27	83
Transports et entreposage	5 756	10 041	178	27	11	8	6	9
Conseils et services aux entreprises	14 148	29 176	354	54	27	15	7	26

Tb Répartition

(en %)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales ^{a)}	Effectifs permanents	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Endettement financier	Endettement bancaire	Capitaux propres
PME mono-unité légale	61	33	40	37	38	30	37	28
PME multi-unités légales	35	61	53	51	52	57	56	62
PME filiales d'une société étrangère	4	6	7	11	10	13	7	10
<i>dont principaux secteurs :</i>								
Industrie manufacturière	15	16	21	17	20	15	15	22
Construction	16	15	15	11	14	7	7	9
Commerce	39	35	28	47	27	25	26	30
Transports et entreposage	4	4	6	4	5	5	6	3
Conseils et services aux entreprises	10	11	13	8	13	9	7	10

Tc Valeur moyenne de chaque catégorie de PME

(en nombre et milliers d'euros)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales ^{a)}	Effectifs permanents	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Endettement financier	Endettement bancaire	Capitaux propres
Ensemble	137 228	1,9	21	4 815	1 470	1 238	761	1 980
PME mono-unité légale	84 174	1,0	13	2 932	912	604	457	906
PME multi-unités légales	47 422	3,3	31	7 141	2 209	2 031	1 234	3 557
PME filiales d'une société étrangère	5 632	2,7	36	13 371	3 589	4 038	1 330	4 746

a) Le nombre d'unités légales correspond au nombre d'unités entrant dans le périmètre de la PME au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME), que l'on ait un bilan ou non dans FIBEN.

Champ : PME non financières définies au sens de la LME.

Source : Banque de France, base FIBEN (juillet 2019).



Annexe 4

Données comptables agrégées pour l'ensemble des PME de l'échantillon (2017-2018)

Ta Compte de résultat agrégé pour l'ensemble des PME
(en % du chiffre d'affaires)

	2017	2018
Chiffre d'affaires	100,0	100,0
(+) Production stockée	0,1	0,1
(+) Production immobilisée	0,3	0,3
Production et vente de marchandises	100,4	100,4
(-) Coût d'achat des marchandises vendues	35,2	35,1
(-) Coût des matières consommées	12,0	12,1
(-) Achats et charges externes	22,5	22,7
Valeur ajoutée Banque de France	30,7	30,5
(+) Subventions d'exploitation	0,2	0,2
(-) Salaires, traitements et charges sociales	21,0	21,0
(-) Charges de personnel extérieur	1,4	1,4
(-) Impôts, taxes et versements assimilés	1,3	1,3
(+) Autres produits et charges d'exploitation	- 0,4	- 0,4
Excédent brut d'exploitation	6,8	6,7
Excédent net d'exploitation	4,6	4,5
Excédent brut d'exploitation	6,8	6,7
(+) Autres opérations hors exploitation	2,1	2,3
Excédent brut global	9,0	9,0
(-) Intérêts et charges assimilées	0,8	0,7
(-) Participation des salariés	0,1	0,1
(-) Impôt sur les bénéfices	1,1	1,1
Capacité d'autofinancement	7,0	7,1
(-) Dotations nettes aux amortissements et provisions	3,1	3,1
Capacité nette d'autofinancement	3,9	3,9
Résultat net comptable	4,3	4,5

Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Échantillon cylindré.

Source : Banque de France, base FIBEN (juillet 2019).



Tb Bilan fonctionnel pour l'ensemble des PME

(en % du total du bilan)

	2017	2018
Actif – Emplois		
(1) Immobilisations incorporelles	9,0	8,8
(2) Immobilisations corporelles	39,8	39,6
(3) Biens financés par crédit-bail	2,5	2,4
(4) Autres actifs immobilisés	19,5	19,2
(=) Immobilisations	70,8	70,0
(1) Stocks	11,3	11,4
(2) Crédit interentreprises	3,2	3,4
(3) Autres créances et dettes d'exploitation	- 5,4	- 5,3
(=) Besoin en fonds de roulement d'exploitation	9,1	9,5
Besoin en fonds de roulement hors exploitation	0,2	0,2
(1) Disponibilités	12,0	12,1
(2) Valeurs mobilières de placement	3,6	3,4
(3) Part à moins d'un an des créances sur le groupe et les associés	4,3	4,7
(=) Trésorerie à l'actif	19,9	20,2
Passif – Ressources		
Capitaux propres	43,2	43,6
Amortissements et provisions	28,8	29,1
(1) Obligations et assimilées	0,7	0,7
(2) Emprunts bancaires	13,7	13,2
(3) Crédit-bail	2,0	2,0
(4) Autres dettes	9,5	9,4
(=) Endettement stable	26,0	25,2
(1) Concours bancaires courants	1,6	1,6
(2) Part à moins d'un an du groupe et des associés	0,4	0,4
(=) Trésorerie de passif	2,0	2,0

Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Échantillon cylindré.

Source : Banque de France, base FIBEN (juillet 2019).

Éditeur

Banque de France

Secrétaire de rédaction

Nelly Noulin

Directeur de la publication

Gilles Vaysset

Réalisation

Studio Création

Direction de la Communication

Rédaction en chef

Corinne Dauchy

Dominique Rougès

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France

<https://publications.banque-france.fr/>

Rubrique « Abonnement »

